

Après avoir servi, plier, rabattre et coller le cache

Code centre d'examen **B 21**

Concours : Externe - régionale I.P.F.
(interne ou externe - affectation régionale ou nationale)

Pour l'emploi de : Inspecteur élève généraliste

Épreuve n° 3

Matière : 01210 Droit privé - premier sujet

Date 12.11.2004

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors du cadre prévu à cet effet, il est interdit de signer sa copie ou de mettre un signe distinctif.

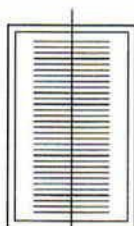
Les étiquettes d'identification ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

POSITIONNEMENT DES ÉTIQUETTES

Pour permettre la lecture optique de l'étiquette, le trait vertical matérialisant l'axe de lecture du code à barres doit traverser la totalité des barres de ce code.

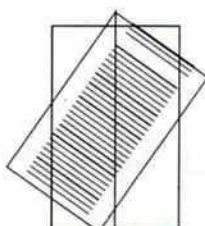
EXEMPLE

BON



Axe de lecture
Code à barres

MAUVAIS



Axe de lecture
Code à barres

NOTE / 20

11 / 50

0 1 2

Numéro du correcteur

0 3 2

Numéro de copie

Premier sujet : le silence dans le contrat.

Le contrat est par définition un accord de volonté entre plusieurs personnes. Les débiteurs et les créanciers de l'obligation. Dans cette relation mutuelle, le silence se pose comme un paradoxe. Que ce soit le silence d'une des parties au contrat ou bien le silence des deux parties. Quelle signification donner à ce silence, dans la mesure où le contrat fait la loi des parties.

Il convient donc de distinguer deux stades de la vie du contrat. Tout d'abord l'impact du silence lors de sa formation (I), puis ensuite les conséquences de ce silence lors de l'exécution du contrat (II).

I) Le silence lors de la formation du contrat:

Le silence a des conséquences tant sur la forme du contrat (A) que sur le fond (B).

A) L'impact du silence sur la forme du contrat:

En droit français le principe est celui du consensualisme. Si les parties n'ont pas formellement convenues que le contrat aurait une forme écrite, il est formé par le simple accord de leur volonté. La seule exception concerne les cas où la loi exige un acte authentique ou un acte sous seing privé.

B) L'impact du silence sur le fond du contrat:

Le silence a un impact plus particulier sur deux des conditions disposées à l'article 1108 du code civil, à savoir, le consentement et l'objet.

Par ailleurs le problème de la détermination du prix est également fondamentale.

- Le consentement doit être libre et éclairé. Par conséquent si une des deux parties effectue des manœuvres dolosives visant à cacher certains faits à la partie lésée (restant donc volontairement silencieuse), la partie lésée peut demander la nullité du contrat.

- Il convient également de faire une distinction entre les contrats conclus entre deux commerçants et ceux conclus entre un commerçant et un non commerçant.

Entre un commerçant et un non commerçant, le silence ne peut pas valoir consentement. En revanche, la jurisprudence estime qu'entre deux commerçants "en relations d'affaires suivies", le silence peut valoir acceptation tacite.

- L'objet du contrat doit par ailleurs exister au moment de la conclusion de celui-ci. En cas de silence sur l'objet, il ne peut y avoir de contrat car on ne peut s'engager sans objet.
- Le prix ne doit également pas ^{être} passé sous silence. Il doit être déterminé, ou au moins déterminable.

Le silence peut également affecter des pans complets du contrat, les parties n'ayant tout simplement pas eu la présence d'esprit de les évoquer.

Lorsque cette situation se présente, le législateur a mis en place des lois "supplémentaires" qui sont applicables lors de certains contrats déterminés et qui viennent combler l'oubli des cocontractants.

Droit privé
Premier sujet.(pour les épreuves à option,
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N° 1

Le silence a également un effet lors du renouvellement des contrats à exécution successive. Notamment en cas de contrat de bail, on considère que le silence des deux parties entraîne une reconduction tacite du contrat. Cela répond à un souci de sécurité et de simplification.

Mais au delà de la formation même du contrat, le silence a un profond impact lors de son exécution, que ce soit pour le débiteur ou pour le créancier.

II) Le silence lors de l'exécution du contrat:

Le débiteur d'un contrat s'oblige à respecter certains points essentiels, son silence emportant des conséquences bien précises (A). Le créancier est également tenu à certaines obligations qui lui imposent de ne pas cacher certains faits (B).

A) Les obligations du débiteur:

- Le débiteur est tenu de payer le prix convenu. En cas de silence de sa part suite aux demandes du créancier, ce dernier peut soit demander la résolution du contrat (avec des dommages et intérêts), soit obtenir une exécution forcée devant le juge.
- Une fois que le contrat est formé, le débiteur doit prendre possession de la chose, c'est à lui d'aller la récupérer, le plus souvent sur le lieu de conclusion du contrat. En cas de silence du débiteur, ne se présentant pas pour prendre possession de la chose, le créancier a la faculté de demander la résolution du contrat.
- Enfin, le débiteur est tenu de réceptionner la chose.

C'est l'acte qui consiste à vérifier sa conformité par rapport à ce qui était prévu dans le contrat.

En cas de silence, c'est à dire s'il ne fait aucune remarque lors de la réception, la chose est alors présumée livrée conforme.

B) Les obligations du créancier :

L'obligation principale du créancier (de la somme d'argent, et qui a trait au problème du silence dans le contrat, est l'obligation d'informations et de conseils.

Elle concerne surtout le professionnel par rapport au non professionnel. Il a l'obligation de fournir les informations et les conseils de rigueur. Son silence est assimilé à une faute.

Le silence en droit français, dans le cadre contractuel est toujours interprété de manière protectrice. Que ce soit avec l'utilisation des dispositions supplétives ou du renvoi à la loi, le silence ne signifie pas blocage ou incertitude.